



**PRÉFET
DE LA GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Politique de la Ville GUYANE

APPEL À PROJETS CONTRATS DE VILLE 2025

Table des matières

1. NOTE DE CADRAGE.....	4
2. PRIORITÉS 2025.....	4
2.1 L'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITÉ.....	5
2.2 LA FACILITATION DE L'ACCÈS A LA SANTÉ.....	5
2.3 L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.....	5
2.4 LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE, LA CITOYENNETÉ ET LE MIEUX VIVRE ENSEMBLE.....	6
2.5 LES PRIORITÉS DES COLLECTIVITÉS.....	6
2.5.1 - CAYENNE.....	6
2.5.1.1 Dans le domaine de l'éducation.....	6
2.5.1.2 Dans le domaine du lien social/ citoyenneté/ prévention de la délinquance.....	7
2.5.1.3 Dans le domaine de la santé (cadre Contrat Local de Santé).....	7
2.5.1.4 Dans le domaine de l'économie, de l'insertion et de l'emploi.....	7
2.5.2 - REMIRE MONTJOLY.....	7
2.5.2.1 Habitat informel et pression démographique.....	7
2.5.2.2 Inégalités d'accès à l'éducation et à la formation.....	7
2.5.2.3 Développement économique insuffisant.....	7
2.5.2.4 Problèmes de sécurité.....	8
2.5.2.5 Problèmes environnementaux.....	8
2.5.2.6 Manque d'accès aux soins.....	8
2.5.3 MATOURY.....	8
2.5.3.1. La lutte contre les violences faites aux femmes.....	8
2.5.3.2. La prévention santé et accès aux soins.....	8
2.5.3.3. La lutte contre l'insécurité et la délinquance.....	8
2.5.3.4. L'accompagnement de la jeunesse à la réussite scolaire.....	8
2.5.3.5. Désenclavement du territoire (Réflexion transversale).....	9
2.5.4 MACOURIA.....	9
2.5.5 KOUROU.....	9
2.5.6 SAINT LAURENT DU MARONI.....	9
3 . LES DIFFÉRENTS ACTEURS.....	9
4 . INSTANCES TERRITORIALES DE MISE EN ŒUVRE DE LA PROGRAMMATION.....	10
5 . LISTE DES CONTACTS (Coordonnées des acteurs de la Politique de la Ville).....	12
6 . LE CADRE DE L'APPEL À PROJET.....	14
6.1. CONSTITUTION ET INSTRUCTION DES DOSSIERS.....	14
6.2 LE DÉPÔT DES DOSSIERS.....	15
PROCÉDURE DÉMATÉRIALISÉE DE DÉPÔT DES DOSSIERS (voir annexe 2).....	15
6.3 LE CALENDRIER.....	16
6.4 LES RESSOURCES.....	16
6.5 LA GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE DU TERRITOIRE DE LA GUYANE.....	16
6.5 LES CRÉDITS MOBILISABLES DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJETS.....	18
ANNEXES.....	19
ANNEXE 1 - ÉVALUATION DU PROJET « CONTRAT DE VILLE ».....	20
Le travail d'évaluation est un élément essentiel de tout projet.....	20
ANNEXE 2 : MODALITÉS DE DÉPÔT DES DEMANDES DE SUBVENTIONS.....	21
ANNEXE 3 - PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION.....	23
LES INFORMATIONS SUIVANTES DOIVENT ÊTRE CORRECTES.....	24
ANNEXE 4 : LEXIQUE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES.....	25

1. NOTE DE CADRAGE

La Politique de la Ville est une politique de cohésion urbaine et sociale de solidarité nationale et locale, visant à réduire les inégalités entre les territoires. Elle s'appuie sur la mobilisation de nombreux acteurs, dont les associations œuvrant dans les quartiers prioritaires. Les contrats de ville en constituent le cadre unique de mise en œuvre. Ceux-ci contiennent les engagements pris par l'État, les collectivités territoriales et les autres partenaires de la Politique de la Ville, en s'appuyant sur le projet de territoire.

Compte tenu des spécificités des territoires ultra-marins, le Comité Interministériel des Villes (CIV) du 27 octobre 2023 a reporté la signature des nouveaux contrats basés sur la géographie prioritaire actualisée, à 2025.

Le Comité Interministériel des Villes (CIV) n'ayant pas encore eu lieu en 2024, les orientations du CIV du 27 octobre 2023 restent d'actualité. Il affiche en effet plusieurs ambitions à décliner au sein des territoires au travers des politiques publiques locales :

- **Accompagner la transition écologique des quartiers**
- **Favoriser le plein emploi**
- **Renforcer les services publics dans les quartiers**
- **Renouveler la politique de la ville** : élaborer les nouveaux contrats de ville sur la base d'une géographie prioritaire actualisée pour limiter la concentration de pauvreté dans les quartiers.

L'expression des habitants des quartiers, sous toutes ses formes, sera le fil conducteur de la mise en place des politiques publiques. Les habitants, les conseils citoyens, dans la mesure du possible, doivent être associés, à la définition des projets d'actions qui les concernent.

Le portail DAUPHIN qui permet le dépôt dématérialisé des demandes de subvention unique demeure accessible à l'ensemble des financeurs, partenaires du contrat de ville. Les critères et les modalités de dépôt des dossiers de demande de subvention sont détaillés ci-après.

Cet appel à projets sera clos le **27 janvier 2025, minuit heure Métropole**. Toute demande parvenue après cette date ne pourra être examinée par nos services.

2. PRIORITÉS 2025

L'appel à projets 2025 réaffirme les priorités fixées par l'État en matière de mobilisation des crédits spécifiques de la politique de la ville pour les 29 quartiers prioritaires que compte la Guyane. Par ailleurs, la nouvelle géographie prioritaire discutée et élaborée conjointement par l'État et les collectivités est en cours de validation. Elle constituera le socle pour la signature des nouveaux contrats de ville prévue en 2025.

La garantie du bien vivre ensemble sur le territoire comme l'accès à la citoyenneté, la lutte contre la fracture numérique, les actions éducatives et la prévention le plus en amont possible de la délinquance des jeunes apparaissent primordiales dans ce contexte.

Les projets concourant à favoriser l'émancipation des habitants, à leur garantir les mêmes droits qu'à ceux des autres territoires ou ceux s'attaquant aux discriminations (en particulier en matière d'emploi et d'égalité entre les femmes et les hommes) feront l'objet d'une attention particulière. Il est également attendu des dossiers, qu'ils s'inscrivent dans une démarche respectueuse de la transition écologique. Enfin, la priorité donnée au développement économique et au développement de l'emploi, est également renouvelée.

Cet appel à projet, doit s'inscrire dans une démarche globale d'amélioration des conditions de vie des habitants au sein des QPV, en s'arrimant à plusieurs dispositifs relevant de la politique de la ville : les « Cités éducatives » (lorsqu'elles existent), les « Quartiers d'été », « les Contrats Locaux de Santé » ou encore des projets d'envergure régionale.

2.1 L'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITÉ

L'accès à l'éducation et la lutte contre l'échec scolaire sont des conditions essentielles de l'égalité des chances pour les enfants et les jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Seront donc prioritairement soutenues :

- les actions permettant l'accès à l'éducation et celles renforçant le dialogue entre les parents dans leur diversité et les acteurs de l'école (actions permettant d'agir contre l'échec scolaire, spécifiques d'accompagnement à la scolarité, les dispositifs « école ouverte » et « colos apprenantes » en lien avec l'Éducation Nationale);
- les mesures de lutte contre le décrochage scolaire (hors Programme de Réussite Éducative – PRE) des collégiens et des lycéens (actions favorisant l'accès à des études supérieures, cordées de la réussite, stages de 3ème, programmes de découverte professionnelle au collège, mesures d'aide à une réorientation (sortie du système scolaire)).
- Les actions visant la réduction des inégalités d'accès (territoriales, sociales) à l'offre éducative en termes de culture, de développement durable ;

2.2 LA FACILITATION DE L'ACCÈS A LA SANTÉ

- Les actions soutenues doivent faciliter l'accès des habitants à la prévention aux soins. Avec ses partenaires du droit commun, et notamment en lien avec les Contrats Locaux de Santé, les subventions du BOP 147 doivent jouer leur rôle de levier afin de limiter, voire de sortir les habitants des QPV de la précarité sanitaire.

2.3 L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

20 % minimum de l'enveloppe de crédits politiques de la ville devront être dédiés au pilier « Développement économique et emploi ». Cet objectif doit être décliné sur chaque territoire. Seront priorisés les projets s'inscrivant dans les démarches suivantes :

- le repérage, l'accueil, l'information et l'accompagnement de premier niveau des personnes sans emploi qui échappent aux circuits classiques d'accompagnement ;
- la levée des freins périphériques à l'emploi : mobilité, garde d'enfants ;
- les actions de mise en relation demandeurs/employeurs (soutien aux rencontres avec entreprises et employeurs et actions en faveur de la diversité) ;
- l'accompagnement à l'insertion professionnelle et l'accompagnement renforcé des jeunes (parrainage, mentorat, tutorat) ;
- l'appui à la création d'activité (sensibilisation à la création d'activité, détection et soutien à l'émergence de projets, accès aux financements) ;

- les actions d'accompagnement et de promotion économique de projets locaux (accès aux locaux d'activité, soutien à l'économie sociale et solidaire).

2.4 LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE, LA CITOYENNETÉ ET LE MIEUX VIVRE ENSEMBLE

Soutenir la vie citoyenne, favoriser l'engagement des jeunes, conforter la mobilisation collective autour de la gestion de la sécurité et de la prévention de la délinquance pour préserver le vivre ensemble sont autant d'enjeux dont les acteurs de la politique de la ville sont pleinement investis. Sur ces sujets, les démarches suivantes seront fortement encouragées :

- Appuyer les initiatives pour l'engagement citoyen, notamment des jeunes ;
- Soutenir les initiatives traduisant une démocratie participative active, favorisant l'exercice de la citoyenneté ;
- Soutenir les initiatives pour déconstruire les représentations de relations basées sur la violence et le rapport de force ;
- Appuyer les initiatives participant à la prévention des conduites à risques ;
- Soutenir les actions d'accompagnement à la création et à la structuration de la vie associative.

2.5 LES PRIORITÉS DES COLLECTIVITÉS

Compte tenu des particularités du territoire, les collectivités ont également identifié certaines priorités au sein de leur territoire. **Les porteurs des projets sont invités à se rapprocher des équipes municipales chargées de la politique de la ville et devront porter une attention particulière à ces priorités exprimées par les collectivités et partagées par les services de l'État.** Vous trouverez les référents des acteurs de la politique de la ville au sein des collectivités au chapitre 5 dudit appel à projet (5 . LISTE DES CONTACTS).

Par ailleurs, les territoires de Saint-Laurent-du-Maroni, de Kourou et de Cayenne bénéficient de Cités éducatives labellisées qui font également l'objet d'un appel à projets spécifiques. La labellisation de la Cité éducative de Marcouria est en cours. En 2024, elle a bénéficié d'une enveloppe spécifique qui a fait également l'objet d'un appel à projet. Certains projets relatifs à l'« accompagnement hors temps scolaire » pourront s'inscrire dans le cadre desdits appels à projets et bénéficier d'un soutien et de financement. Les porteurs associatifs doivent être sensibilisés à ce dispositif qui leur est peut-être méconnu.

2.5.1 - CAYENNE

2.5.1.1 Dans le domaine de l'éducation

- Offrir l'appui et les ressources dont l'enfant a besoin pour sa réussite éducative
- Lutter contre le décrochage
- Développer un environnement adapté
- Renforcer le soutien à la parentalité

Les projets relevant de la cité éducative feront l'objet d'un dépôt lors de l'AAP spécifique

2.5.,2 Dans le domaine du lien social/ citoyenneté/ prévention de la délinquance

- Promouvoir le lien social et la tranquillité publique
- Mieux prévenir la délinquance des mineurs
- Développer et favoriser l'accès aux droits et services publics de tous
- Améliorer la connaissance du climat social et du tissu partenarial dans les quartiers

2.5.1.3 Dans le domaine de la santé (cadre Contrat Local de Santé)

- Développer une politique de prévention et de promotion de la santé
- Développer et renforcer des environnements favorables à la santé
- Renforcer l'accès aux droits et aux soins des publics vulnérables

2.5.1.4 Dans le domaine de l'économique, de l'insertion et de l'emploi

- Favoriser la dynamique de création et de portage de projets
- Favoriser l'accueil et le développement des entreprises
- Développer l'emploi et coordination emploi - formation - entreprises
- Développer des outils d'observation et de suivi des activités économiques du territoire

2.5.2 - REMIRE MONTJOLY

Les quartiers prioritaires à Rémire-Montjoly sont souvent situés à proximité des zones d'habitat dense ou informel, comme les abords de routes principales ou des zones périurbaines.

Les trois zones concernées sont les suivantes : Arc en ciel – Mahury dégrad des cannes - ecoquartier

Problématiques spécifiques

Les problématiques qui touchent Rémire-Montjoly et ses quartiers prioritaires incluent :

2.5.2.1 Habitat informel et pression démographique

- Une grande partie des habitants de la Guyane vit dans des zones où l'accès aux infrastructures de base (eau potable, électricité, routes) reste limité.
- La demande en logement dépasse l'offre, entraînant des constructions illégales et des quartiers informels.

2.5.2.2 Inégalités d'accès à l'éducation et à la formation

- Les écoles sont souvent saturées, avec des classes surchargées.
- Manque de structures adaptées pour les enfants et les jeunes en décrochage scolaire
- Inégalité territoriale entre les zones en REP+ et non REP+

2.5.2.3 Développement économique insuffisant

- Peu d'opportunités d'emploi localement, surtout pour les jeunes, avec un taux de chômage parmi les plus élevés de France.
- Dépendance à l'économie informelle.

2.5.2.4 Problèmes de sécurité

- Les quartiers prioritaires peuvent être marqués par une insécurité accrue (trafics, violence, etc.), bien que cela varie selon les zones.

2.5.25 .Problèmes environnementaux

- Proximité de zones naturelles protégées qui nécessitent une gestion spécifique (pollution, urbanisation incontrôlée).
- Vulnérabilité aux risques naturels, notamment les inondations et l'érosion côtière.

2.5.2.6 Manque d'accès aux soins

- Malgré la présence de structures médicales, l'accès reste insuffisant, notamment pour les populations en situation précaire ou isolées.

Dans le cadre de cet AAP, ce dernier devra mettre en lumière des actions répondant à ces problématiques territoriales.

2.5.3 MATOURY

La Ville de Matoury, dans le cadre du contrat de ville, réaffirme son engagement pour répondre aux enjeux spécifiques de son territoire, caractérisé par une population jeune, une forte dynamique démographique et des défis sociaux importants. Les priorités définies pour l'appel à projets 2025 s'inscrivent dans une démarche globale visant à améliorer les conditions de vie des habitants, tout en promouvant la cohésion sociale et territoriale. Au-delà des priorités fixées par l'État, la ville de Matoury portera une attention particulière aux projets qui visent :

2.5.3.1. La lutte contre les violences faites aux femmes

La Ville de Matoury place la lutte contre les violences faites aux femmes au cœur de ses priorités. Les actions visant à sensibiliser, prévenir et accompagner les victimes seront particulièrement soutenues, en partenariat avec les associations locales et les acteurs institutionnels.

2.5.3.2. La prévention santé et accès aux soins

La santé étant un enjeu majeur pour les habitants de la Ville de Matoury, les initiatives facilitant l'accès à la prévention et aux soins (bien être, addiction, alimentation, santé sexuelle et reproductive, santé mentale, sport santé, santé environnement...), notamment pour les populations vulnérables, seront fortement encouragées. Les projets promouvant des campagnes de sensibilisation, des ateliers éducatifs en santé publique ou des dispositifs innovants d'accès aux soins par l'aller-vers seront priorisés.

2.5.3.3. La lutte contre l'insécurité et la délinquance

La Ville souhaite renforcer les actions de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité, en particulier chez les jeunes. Sur un territoire confronté à une stigmatisation de certains quartiers, les projets favorisant la médiation, le lien social, et la prévention des conduites à risque seront particulièrement encouragés.

2.5.3.4. L'accompagnement de la jeunesse à la réussite scolaire

La jeunesse étant au cœur des préoccupations de la Ville, les actions en faveur d'une scolarité réussie et de l'égalité des chances pour tous, y compris des actions de soutien à la parentalité, seront fortement valorisées. Seront soutenues les initiatives visant à lutter contre le décrochage scolaire, à renforcer le dialogue école-famille, et à promouvoir l'accès à des activités éducatives, culturelles et sportives.

2.5.3.5. Désenclavement du territoire (Réflexion transversale)

Étant donné l'étendue de Matoury, la Ville accorde une attention particulière aux projets visant à connecter les habitants des quartiers éloignés aux services, activités, et dispositifs proposés. Les

initiatives favorisant l'aller-vers ou incluant des solutions de transport pour surmonter les barrières géographiques seront particulièrement appréciées.

2.5.4 MACOURIA

Au-delà des thématiques traitées dans les différents piliers des contrats de ville, la commune souhaite mettre l'accent sur :

- l'amélioration du cadre de vie des habitants ;
- le développement et le renforcement le lien parent-enfant ;
- la lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme ;
- l'accompagnement à la scolarité (avec la Cité Éducative)
- l'accès à la santé

2.5.5 KOUROU

- Mettre en place des animations en faveur des aînés afin de rompre l'isolement social.
- Lutte contre l'illectronisme.
- Mettre en place des activités d'éveil culturel en faveur des jeunes.
- Accompagnement à la scolarité
- Favoriser l'accès aux loisirs des jeunes au sein des quartiers et hors les murs.

2.5.6 SAINT LAURENT DU MARONI

- Gestion urbaine de proximité, amélioration du cadre de vie par les habitants
- Cohésion sociale entre les quartiers informels et formels et au sein d'un même quartier pour favoriser une représentation et une meilleure participation citoyenne
- Lutte contre illettrisme et illectronisme avec un accès à un accompagnement à une formation sans condition
- "Aller vers"/ favoriser les activités dans les quartiers et s'intégrer dans le réseau associatif local pour développer des partenariats afin de maximiser les impacts
- Prise de conscience sur les enjeux environnementaux et sanitaires de la gestion responsable des déchets (recyclage, respect des lieux de dépôt dédiés, ne pas jeter par terre)
- Accompagnement vers la formalisation du travail informel et promouvoir le développement des projets professionnels chez les jeunes (découverte large des métiers et des besoins (en entreprise, en emploi), rencontre avec les professionnels, lisibilité des possibilités de formation)

3 . LES DIFFÉRENTS ACTEURS

Le Service Politique de la Ville de la Préfecture de Guyane :

- Coordonne et organise la programmation en collaboration étroite avec le corps préfectoral, les délégués du préfet, les collectivités et les autres partenaires des contrats.

- Assure la gestion administrative et financière des crédits spécifiques de l'État pour la Politique de la Ville.

Au même titre que les autres services de l'État, il apporte son expertise sur son champ de compétences pour accompagner les porteurs de projets et mobilise les crédits et dispositifs de droit commun.

Les délégués du Préfet à la Politique de la Ville :

- Représentent le Préfet dans les quartiers au plus près des acteurs.
- Sont les interlocuteurs au quotidien, des chefs de projets ville et des porteurs de projets.

- Apportent un regard sur le lien entre les besoins des quartiers et l'action des services de l'État.

Au même titre que les autres services de l'État, ils apportent leur expertise sur leur champ de compétences pour accompagner les porteurs de projets, mobiliser les crédits et dispositifs de droit commun.

Les communes et communautés de communes :

- Mettent en œuvre et évaluent le contrat de ville.
- Relayent auprès des acteurs locaux les modalités d'attribution des crédits spécifiques.
- Mobilisent leurs crédits de droit commun.
- Mobilisent les conseils citoyens.

Les autres services de l'État : Direction Générale pour la Cohésion des populations (DGCOP), Direction Générale des Collectivités et de l'Animation Territoriale (DGCAT), Direction Générale des Territoires et de la Mer (DGTM)

- Apportent leur expertise sur leur champ de compétences pour accompagner les porteurs de projets, pour apprécier la pertinence des actions soumises à la programmation.
- Mobilisent les crédits et dispositifs de droit commun et contribuent à l'évaluation des contrats de ville.

Les autres partenaires : Agence Régionale de Santé (ARS), Caisse des dépôts et consignations, Caisse d'Allocations Familiales (CAF), Collectivité Territoriale de la Guyane (CTG), bailleurs sociaux, Pôle Emploi, Caisse Générale de Sécurité Sociale (CGSS) ...

- Mobilisent des crédits de droit commun et informent des calendriers des différentes campagnes de financement.
- Participent aux instances de pilotage de chaque contrat.
- Participent aux comités de suivi de certains projets.

Les conseils citoyens

Les conseils citoyens participent à chaque étape de l'appel à projet à partir des missions qui leur sont confiées :

- Favoriser la prise de parole de tous les habitants dans leur diversité et de tous les acteurs non institutionnels.
- Garantir la représentation des habitants dans toutes les instances de pilotage du contrat de ville.
- Permettre aux habitants de disposer d'un espace de propositions et d'initiatives à partir de leurs besoins et des objectifs fixés dans le contrat de ville.
- Émettre un avis sur les projets d'actions et suivre la réalisation du contrat de ville aux côtés des acteurs institutionnels et partenaires du contrat de ville.

4 . INSTANCES TERRITORIALES DE MISE EN ŒUVRE DE LA PROGRAMMATION

Sur chaque contrat sont mobilisés 2 niveaux d'intervention :

Comités techniques (COTECH)

Ils ont pour objectif l'étude collégiale de la pertinence et de la qualité des actions présentées. Ils croisent les financements de chaque partenaire des contrats de ville afin de proposer un arbitrage. Ils sont composés des représentants de l'État/collectivités/partenaires financeurs.

Comités de pilotage (COPIL)

Ils sont organisés par les collectivités et présentent le bilan de la programmation n-1 par actions financées et conduites dans les quartiers. Ils valident la programmation annuelle ainsi que les crédits alloués. Ils sont composés de l'ensemble des signataires des contrats de ville et des représentants des conseils citoyens. C'est l'instance ultime de validation.

5 . LISTE DES CONTACTS (Coordonnées des acteurs de la Politique de la Ville)

Commune	Service	N° de Téléphone	Délégué du Préfet	
CAYENNE Directrice de la DDSU	Lucie JOZON l.jozon@ville-cayenne.fr	05 94 25 21 92	Aymeric DELILLE-MANIERES aymeric.delille-manieres@guyane.pref.gouv.fr 0594 39 47 66	
	Chef de projet Responsable du service Contrat de ville de Cayenne	Kevin COUPRAK coupra@ville-cayenne.fr		05 94 25 21 93 06 94 20 47 23
MATOURY Responsable DSU/ Cheffe de projet politique de la ville	Joanne LATIDINE joanne.latidine@ville-matoury.fr	06 94 20 62 19 05 94 38 65 28	Aymeric DELILLE-MANIERES aymeric.delille-manieres@guyane.pref.gouv.fr 0594 39 47 66	
	Coordinatrice administrative	Indhia MAGNE indhia.magne@ville-matoury.fr		05 94 25 29 57 06 94 41 34 93
	Chargée de mission Contrat local de santé	Léonne AGELAS leonne.agelas@ville-matoury.fr		
	Chargée de mission CLSPD	Lyvia PINTO lyvia.pinto@ville-matoury.fr		
REMIRE-MONTJOLY Chef de projet	dsu.remiremontjoly@wanadoo.fr Jean-Marc AIMABLE jeanmarcaimable@gmail.com	05 94 38 01 38 06 94 23 87 96	Aymeric DELILLE-MANIERES aymeric.delille-manieres@guyane.pref.gouv.fr 0594 39 47 66	
MACOURIA Responsable DSU	Jean-François TETARD jtetard@villedemacouria.fr	06 94 46 78 65	David URSULET Sous-préfet david.ursulet@guyane.gouv.fr	
	Chargée de mission Contrat Local de Santé - CSL	Karine GRACE-ETIENNE kagraceetienne@villedemacouria.fr		0594 38 87 96
	CLSPD	Laurence ZIZINE lazizine@villedemacouria.fr		
	Vie associative :	Juliana MENEZES jumenezes@villedemacouria.fr		
KOUROU Directrice de la cohésion sociale	Nadia MOUNSAMY nadia.mounsamy@ville-kourou.fr	06 94 20 32 63 05 94 22 32 09	Capucine FRASIE capucine.frasie@guyane.gouv.fr Tél : (+594) 5 94 34 04 10 - Mobile : (+594) 6 94 21 35 93	
SAINT-LAURENT DU MARONI Directeur de la Jeunesse et de la Cohésion Sociale (DJCS)	Hubert DOLOR h.dolor@saintlaurentdumaroni.fr	0594 27 91 39 (101)	Capucine FRASIE capucine.frasie@guyane.gouv.fr Tél : (+594) 5 94 34 04 10 - Mobile : (+594) 6 94 21 35 93	
	Coordonnatrice Atelier Santé et Contrat Local de Santé	djcs@saintlaurentdumaroni.fr		0694 025584 05 94 27 91 39 06 94 20 36 59

Intercommunalités

CACL	Lucas HENRION Chargé de mission préfiguration développement social territorial Tel: 0694 97 84 74 lucas.henrion@cacl-guyane.fr
CCOG	Cynthia RENEE-SAGNE, directrice Aménagement et Cohésion territoriale cynthia-renee.sagne@ouestguyane.fr Pascal VELINORE, directeur général adjoint Attractivité et Développement territorial pascal.velinore@ouestguyane.fr
CCDS	Christiane PEDIE

	christiane.pedie@ccds-guyane.fr	Tél portable : 0694 42 06 76
--	--	------------------------------

Ensemble du territoire

Collectivité territoriale de Guyane (CTG)	Carole FANSSONNA carole.fanssonna@ctguyane.fr 0594 29 77 74
Caisse d'Allocations Familiales de Guyane (CAF) (dispositifs REAAP, CLAS)	action-sociale-partenaires.cafguyane@caf.fr Hév SEULEIMAN hev.seuleiman@caf.fr Aude POLONY aude.polony@caf.fr
SERVICES DE L'ÉTAT - SPCM Service Politique de la Ville Chef de Service Adjointe au chef de service / Responsable du suivi des crédits Gestionnaire PV	Adresse fonctionnelle politique-ville@guyane.pref.gouv.fr Marcelin GBEKOBU marcelin.gbekobu@guyane.pref.gouv.fr Suzanne MORNET suzanne.mornet@guyane.pref.gouv.fr Marie-Angelique RIBAL marie-angelique.@guyane.pref.gouv.fr
Prefecture - DGCOPOP Direction entreprises, travail, consommation et concurrence (DETCC ex DIECCTE)	Karl CALVEYRAC karl.calveyrac@guyane.gouv.fr Stéphanie GERVINET stephanie.gervinet@guyane.gouv.fr Haby DIENG-WALLABREGUE haby.dieng-wallabregue@guyane.gouv.fr Dominique PERRIOLLAT dominique.perriolla@guyane.gouv.fr Ouissal EZZOURDOUMI ouissal.ezzourdoumi@guyane.gouv.fr
Prefecture - DGCOPOP Direction culturelle, jeunesse et sports (ex DAC) Éducation Artistique et culturelle – Politique interministérielle	Ludivine PINDARD ludivine.pindard@guyane.pref..gouv.fr 0594 25 54 12
Prefecture - DGTM Direction générale des territoires et de la mer	Antoine KONIECZKA antoine.konieczka@guyane.gouv.fr
Agence Régionale de Santé (ARS)	Shirley COUPRA 0594 25 72 73 shirley.coupra@ars.sante.fr Giselle SANTANA LIMA 0594 25 72 76 (CACL) giselle.santanalima@ars.sante.fr Guylène DANIEL 0594 25 72 17 guylene.daniel@ars.sante.fr Emilie TAMOURTEBIR (CCOG-SAVANES) emilie.tamourtebir@ars.sante.fr
Préfecture Officier de liaison gendarmerie / FIPD / MILDECA	Delphine CHRISTOPHE delphine.christophe@guyane.pref.gouv.fr
Rectorat	David LEPERS david.lepers@ac-guyane.fr

6 . LE CADRE DE L'APPEL À PROJET

6.1. CONSTITUTION ET INSTRUCTION DES DOSSIERS

Les porteurs de projets de la Politique de la Ville peuvent être des associations, des bailleurs, des collectivités territoriales ou des établissements publics.

Les projets doivent être déposés : **du 20 DÉCEMBRE 2024 au 27 JANVIER 2025**

Conditions d'éligibilité des dossiers

Pour être éligibles, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le présent appel à projets, concerner les habitants des quartiers prioritaires et venir en complément du droit commun,
- Identifier précisément les besoins auxquels l'action répondra et les objectifs qualitatifs et quantitatifs attendus (données d'actions sexuées, tranches âges, etc.),
- démontrer la capacité du porteur de projet à réaliser son action dans les conditions fixées dans le dossier et aboutir aux résultats attendus dans les délais (moyens mis en œuvre, compétence des intervenants, aptitude à mobiliser les publics ciblés, etc.),
- se dérouler sur un quartier ou au bénéfice des habitants, appartenant à la géographie prioritaire de la Politique de la Ville,
- faire l'objet, au titre de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), d'une demande de subvention d'un montant minimum de **3 000 € (2 000 € pour les projets OVVV)**,
- présenter un budget prévisionnel équilibré distinct mais en adéquation avec le budget prévisionnel de la structure,
- Respecter les valeurs de la République et de la laïcité.

Le budget de l'action est composé de **deux types de charges** :

Les charges directes d'actions, qui sont directement imputables à la mise en place et au déroulement de l'action :

- achats de fournitures et matériels non amortissables,
- prestations de service d'intervenants extérieurs,
- location de matériels et de locaux, nécessitée par l'action,
- frais de déplacement, de restauration ou d'hébergement des personnels, lorsque ces frais sont directement rattachés à l'action.

Les charges indirectes qui concernent les dépenses liées à l'administration et à l'organisation de l'association.

Ces frais ne sont pas directement imputables à l'action et doivent être calculés selon une clé de répartition qui doit être transmise avec le dossier de demande de subvention. Sont concernés : les postes administratifs, le loyer, l'assurance, le matériel de bureau, les fluides.

Les projets peuvent prendre en compte une proportion des frais de structure (charges indirectes), dès lors que ces frais sont liés à la bonne réalisation du projet, et qu'ils ne dépassent pas 10% du total de la subvention accordée. Il est également convenu par les partenaires que le total des charges indirectes financées ne peut pas dépasser 30% du budget global de la structure.

Il est rappelé que les crédits ANCT ne peuvent être positionnés sur le financement des postes de fonctionnaires ou des emplois aidés {Contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE), emploi d'avenir, Adulte Relais, etc}.

Lorsque cela est pertinent et de façon expérimentale, il est possible pour les associations de proximité de déposer une demande de subvention unique qui décrit le projet associatif dans sa globalité et en indique le budget, au lieu de découper leur projet en actions.

La loi 2000-321 du 12 avril 2000 donne une définition des subventions :

« Art. 9-1. – Constituent des subventions, au sens de la présente loi, les contributions facultatives de toute nature, (...) destinées (...) à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. » (...) »

Une subvention de fonctionnement global a notamment les caractéristiques suivantes :

- L'association a un projet associatif bénéficiant exclusivement ou prioritairement aux habitants des quartiers prioritaires.
- La subvention a un objet et des objectifs couvrant la totalité du projet associatif.
- Le budget de l'association est égal au budget de l'action mise en œuvre.
- Elle a un personnel très polyvalent et il est artificiel ou difficile de « découper » le temps consacré à chacune de leurs missions.
- Il est impossible de flécher les dépenses sur telle ou telle mission.

Exemple : un centre social implanté au sein d'un QPV qui déploie de multiples actions pour les habitants.

Une subvention de fonctionnement s'instruit exactement comme une subvention affectée à une action : elle a un objet et des objectifs décrits précisément dans l'acte attributif ; elle peut être justifiée dans un compte rendu financier ; elle peut faire l'objet d'un contrôle.

6.2 LE DÉPÔT DES DOSSIERS

PROCÉDURE DÉMATÉRIALISÉE DE DÉPÔT DES DOSSIERS (voir annexe 2)

Depuis la campagne 2019, le dépôt des dossiers s'effectue de manière **entièrement dématérialisée** : abandon du papier, de l'impression des formulaires CERFA, de la signature manuscrite et des envois postaux.

Le dossier dématérialisé est conforme au CERFA 12156*05.

L'accès au portail DAUPHIN pour la saisie en ligne de la demande de subvention s'effectue à partir de l'adresse <https://usager-dauphin.cget.gouv.fr/>

Une notice sur le dépôt en ligne des demandes de subventions sur le portail DAUPHIN est disponible sur le site

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2022-03/guide%20%20DEMANDE%20%20%28mars%202022%29.pdf>

Les porteurs de projets doivent avant tout dépôt définitif de dossier, se rapprocher du chef de projet de la commune concernée et du délégué du Préfet du territoire. Ils doivent porter à leur connaissance l'action qu'ils souhaitent mettre en place. La liste des DSU et des délégués du préfet est établie au **paragraphe 5** dudit document.

Par ailleurs, il est demandé à l'ensemble des porteurs, après contacts préalables avec leurs référents, de communiquer à ces derniers par mail, l'accusé de réception délivré par la plate-forme DAUPHIN lors de la clôture de leur demande, afin que leur dossier puisse être identifié. A défaut, le dossier pourrait ne pas

être instruit. Cette démarche permet également au service politique de la ville de s'assurer qu'aucune erreur n'ait été commise dans la saisie du dossier.

La justification des subventions accordées en 2024 devra être opérée par les porteurs de projet sur **DAUPHIN** au **plus tard le 30 JUIN 2025**.

Pour le renouvellement d'actions, il est rappelé que la reconduction des financements n'est pas automatique et fera donc l'objet d'une nouvelle demande de subvention. Elle sera impérativement accompagnée d'une évaluation montrant les résultats de l'action passée et permettant de mesurer la pertinence de son renouvellement. DAUPHIN permet de dupliquer les demandes N-1 et de ne compléter que le budget de l'action renouvelée en 2025.

Les actions déposées dans le cadre de l'appel à projets 2025 devront se dérouler entre le 1er janvier et le 31 décembre 2025. L'utilisation éventuelle du calendrier scolaire doit se justifier au regard des spécificités de l'action.

Les dossiers seront examinés au regard des règles d'éligibilité spécifiques à chacun des fonds auprès duquel il est sollicité des cofinancements.

A noter :

Aucun dossier n'est à déposer ou à saisir sur la plateforme DAUPHIN pour les actions ayant fait l'objet d'une **convention pluriannuelle d'objectifs (CPO)** pendant la période de validité de celle-ci. Les actions doivent cependant être justifiées au **30 juin** de l'année n+1.

6.3 LE CALENDRIER

- Lancement de l'appel à projets : **20/12/2024**
- Clôture de l'appel à projets : **27/01/2025 minuit heure métropole**
- Comités techniques : à partir du **mois de février 2025**
- Comités de pilotage de validation de la programmation : à partir du **mois de mars 2025**
- Mise en paiement des subventions attribuées : à partir du **mois d'avril 2025**

A noter : la mise en paiement des subventions attribuées en 2025 est subordonnée à la saisie en ligne au **plus tard le 30 juin 2024** du compte rendu financier des actions financées en 2023.

6.4 LES RESSOURCES

- Site internet des services de l'État : www.guyane.gouv.fr : appel à projets et documents pratiques
 - Site internet de l'ANCT : <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr> rubrique Politique de la ville : plusieurs documents sont téléchargeables :
- *la notice de dépôt en ligne des demandes de subvention sur le portail Dauphin
- *le guide de saisie en ligne d'une demande de subvention
- Cellule d'accompagnement de l'ANCT ouverte aux porteurs de projet durant toute la programmation : 09.70.81.86.94 – support.P147@proservia.fr
 - <https://acteurs.lagrandeequipe.fr/ng/app/wall>

6.5 LA GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE DU TERRITOIRE DE LA GUYANE

L'appel à projets du contrat de ville vise à soutenir des actions mises en œuvre dans les quartiers politique de la ville (QPV) ou à destination des habitants de ces quartiers.

À l'échelon de la Guyane, 32 quartiers étaient identifiés comme quartiers politique de la ville (QPV).

Le périmètre des quartiers prioritaires de Guyane était fixé par le décret [n° 2014-1751 du 30 décembre 2014](#).

Ce périmètre des quartiers prioritaires de la Guyane a vocation à évoluer pour prendre en compte la dynamique territoriale depuis la contractualisation de 2015. Les travaux de la redéfinition de cette nouvelle géographie sont en cours et devront aboutir à une nouvelle contractualisation en 2025. La nouvelle cartographie de la géographie prioritaire devra être le fruit des travaux de concertation entre les collectivités territoriales et l'État dans le cadre de la nouvelle contractualisation « Quartier 2030 ». Par ailleurs, la notion de "**territoire en décrochage**", définie par la circulaire du 31 mars 2023, est consacrée au traitement des poches de pauvreté et permet d'inclure dans les contrats de ville des zones géographiques limitées qui ne sont pas retenues dans la géographie prioritaire.

Le tableau ci-après contient les premiers éléments issus des concertations avec les collectivités territoriales et les arbitrages de l'État.

Communes concernées	Quartiers
CAYENNE	ANATOLE + <u>Zone de décrochage</u> (Cité Chatenay) BONHOMME + <u>Zone de décrochage</u> (Cité La Roseaie, Cité A Pou Nou) CABASSOU DE GAULLE EAU LISETTE GALMOT VILLAGE CHINOIS MANGO MIRZA MONT BADUEL+ <u>Zone de décrochage</u> (La cité Zephir) CENTRE-VILLE MARCHE THEMIRE
REMIRE-MONTJOLY	MAHURY-DEGRAD DES CANNES + <u>Zones de décrochage</u> (Eco-Quartier, La Résidence Arc-En-Ciel, avec les mêmes limites que celles de la géographie de 2015)
MATOURY	BALATA COTONNIERE COGNEAU EST LE GRAND LARIVOT SUD BOURG dont BARBADINE et SAINTE ROSE DE LIMA
MACOURIA	SOULA TONATE
KOUROU	ELDO L'ANSE MAIRIE-BOURG
SAINT-LAURENT- DU-MARONI	BALATE-CHARBONNIERE CENTRE VILLE FATIMA - ROUTE DE MANA RN1 - LES SABLES BLANCS SAINT-JEAN SAINT-MAURICE
6	29

Ces éléments sont en cours de consolidation et devront faire l'objet d'un décret, attendu dans les semaines à venir.

6.5 LES CRÉDITS MOBILISABLES DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJETS

La **mobilisation du droit commun** constitue un axe majeur de la réforme de la Politique de la Ville et de la mise en œuvre des contrats de ville nouvelle génération, comme le prévoient les articles 1 et 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ainsi que la circulaire ministérielle sur les modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville du 15 octobre 2014.

Le droit commun correspond aux politiques sectorielles (santé, développement économique, éducation, urbanisme, etc.) qui s'appliquent sur l'ensemble d'un territoire sans distinction entre les quartiers. Ces politiques de droit commun relèvent des compétences de l'État et de tous les niveaux de collectivités locales : CTG, intercommunalité, commune. Ce droit commun représente les engagements « financiers » des politiques publiques (budgets, dispositifs, appels à projets, subventionnements...) mais aussi les effectifs humains, le matériel et les équipements publics mobilisés.

Pour mémoire, les partenaires impliqués dans la nouvelle politique de la ville et qui peuvent mobiliser des crédits de droit commun dans le cadre des contrats de ville sont :

- Les services de l'État en Guyane (DGCOPOP, DGTM, DGCAT)
- Les 6 communes : Cayenne - Remire-Montjoly - Matoury - Macouria - Kourou - St Laurent du Maroni
- La Collectivité Territoriale de Guyane (CTG)
- La Communauté de Communes des Savanes (CCDS)
- La Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL)
- La Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais (CCOG)
- L'Agence Régionale de Santé (ARS)
- La Caisse d'Allocations Familiales (CAF)
- France-Travail
- La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)
- Les bailleurs sociaux : Simko, Semsamar, Siguy
- Le Rectorat
- La Caisse Générale de Sécurité Sociale (CGSS)

Les crédits susceptibles d'être sollicités dans le cadre du contrat de ville et selon le type d'action envisagée, peuvent être des :

- Crédits déconcentrés des ministères correspondant au domaine dans lequel intervient l'action.
- Crédits des collectivités locales sur leur champ de compétences : la commune, l'intercommunalité
 - Crédits de la Collectivité Territoriale de Guyane.
 - Crédits de la Caisse d'Allocations Familiales de Guyane pour des actions rentrant dans son champ de compétence : petite enfance, temps libre des enfants et des jeunes, animation et vie sociale, accompagnement des familles, parentalité, insertion sociale pour l'accès et le maintien dans l'emploi des familles monoparentales.
 - Financements provenant des bailleurs sociaux signataires.
 - Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour les actions et territoires relevant de sa compétence.

S'agissant des moyens de financement et d'ingénierie de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) ceux-ci ne seront pas mobilisés directement sur la base du dossier déposé par un opérateur dans le cadre du présent appel à projets, mais seront le fruit des travaux menés par la CDC en partenariat avec les communes. Cette mobilisation répondra à la fois aux spécificités techniques, financières et opérationnelles des projets éligibles, ainsi qu'aux règles d'engagement de la Caisse des Dépôts. Les projets devront s'inscrire dans les domaines d'intervention suivants :

- accompagnement du renouvellement urbain et cadre de vie,
- développement économique,
- accompagnement de la transition énergétique.

ANNEXES

Annexe 1 : Évaluation du projet «contrat de ville»

Annexe 2 : Modalités de dépôt des demandes de subvention

Annexe 3 : Pièces à joindre au dossier de demande de subvention

Annexe 4 : Lexique des abréviations utilisées / indicateurs d'évaluation

ANNEXE 1 - ÉVALUATION DU PROJET « CONTRAT DE VILLE »

Le travail d'évaluation est un élément essentiel de tout projet

Les actions présentées doivent **impérativement** faire apparaître les éléments d'un dispositif d'évaluation. Le dossier de demande de subvention spécifique à la Politique de la Ville devra être rempli et complété **avec précision**.

1. S'il s'agit d'une nouvelle action, il faut s'attacher à un travail en amont :

- se fixer des objectifs raisonnables, atteignables et précis,
- définir une série d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs mesurant les résultats,
- prévoir un bilan de l'action sur le public cible et sur le territoire,
- détailler les postes de dépenses.

Tous ces éléments doivent être impérativement présents dans la fiche action pour rendre le projet crédible.

2. S'il s'agit d'une action déjà existante, l'évaluation conditionnera le financement : **L'absence d'évaluation entraînera un refus de financement.**

Ce que les services de l'État attendent :

1. Présentation d'une évaluation ou d'un dispositif d'évaluation précis.
2. La communication de tous les documents utiles dès le premier envoi du dossier.

Un dossier ne respectant pas ces contraintes ne sera pas examiné par les services.

ANNEXE 2 : MODALITÉS DE DÉPÔT DES DEMANDES DE SUBVENTIONS

Le dépôt de dossier s'effectue **obligatoirement** de manière dématérialisée via le portail **DAUPHIN**.

Ce portail vous permet :

- ✓ De dupliquer les demandes de subvention
- ✓ De mettre à jour les données de votre organisme,
- ✓ De modifier votre demande après l'avoir déposée,
- ✓ D'attester votre demande sans avoir à l'imprimer et à la signer,
- ✓ De disposer d'un porte-documents permettant de rattacher des documents (statuts, comptes, IBAN, délégation de signature) consultables par les services instructeurs.
- ✓

Tous les partenaires financiers du contrat de ville ont accès à la plateforme DAUPHIN. Il est cependant recommandé aux porteurs de projet de se rapprocher des autres financeurs afin de connaître les modalités pratiques de dépôt des demandes de subvention.

L'accès au portail DAUPHIN pour la saisie en ligne de la demande de subvention s'effectue à partir de

l'adresse : <https://usager-dauphin.cget.gouv.fr/>

► C'est votre première demande

L'accès se fait via un compte utilisateur que le porteur va créer sur le portail. Vous devez choisir votre identifiant (une adresse mël valide) et votre propre mot de passe.

Une fois votre compte créé, vous pourrez procéder à la saisie de la demande, joindre l'attestation sur l'honneur du représentant légal (uniquement pour le 1^{er} dossier) et transmettre le dossier via DAUPHIN au service de la politique de la ville de la préfecture.

► Ce n'est pas votre première demande

Vous avez bénéficié d'au moins une subvention depuis 2015 au titre des crédits de la Politique de la Ville : vous avez reçu en septembre/octobre 2018 un courriel vous invitant à créer votre compte « usager » dans DAUPHIN.

Vous pouvez procéder à la saisie de la demande, joindre l'attestation sur l'honneur du représentant légal (uniquement pour le 1^{er} dossier de l'année N) et transmettre le dossier via DAUPHIN au service SPCM de la politique de la ville de la préfecture.

Si vous n'avez pas reçu de mël de connexion, vous devez procéder à une demande par mël à la Préfecture / SPCM politique-ville@guyane.pref.gouv.fr . Un lien vous sera adressé par le biais d'un mël d'invitation à créer votre compte.

Sur décision de l'ANCT, la saisie des informations contenues dans les dossiers CERFA sur la plateforme Web doit être faite directement par les porteurs de projets, avant la date limite de dépôt de dossiers. Cette saisie est une condition **sine qua none** à l'attribution des aides de l'ANCT.

Pour aider les porteurs de projets dans cette démarche, un guide est disponible à l'adresse suivante : <https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/faire-sa-demande-de-subvention-la-plateforme-dauphin>

REEMPLIR UNE DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE PORTAIL DAUPHIN

2 points d'attention à destination des porteurs de projets

1 - Avant de remplir la demande en ligne sur le portail Dauphin

Avant de remplir votre demande, nous vous conseillons d'avoir rédigé sur un document type Word une fiche projet. Vous pourrez partager ce projet en interne en le travaillant avec des administrateurs, des bénévoles ou des salariés. Vous pourrez effectuer des copier/coller de votre document Word sur le portail DAUPHIN et ne perdre aucune donnée. Vous pourrez garder une trace du projet et utiliser cette fiche ultérieurement.

Dans votre fiche projet, notez par exemple :

- Le nom du projet et sa thématique principale
- L'année concernée
- Les objectifs du projet (rédaction neutre).
- Le déroulé concret et le public visé
- Les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville concernés par le projet (pour prétendre à une subvention « Politique de la Ville », votre association doit mener des actions auprès des habitants des quartiers de la ville dits « prioritaires » - QPV)
- Les moyens humains et logistiques
- L'évaluation quantitative du projet (par ex. : les indicateurs de présence), l'évaluation qualitative (par ex. : le suivi avec un journal de bord)
- Le budget prévisionnel du projet

2 - Pour demander une subvention Politique de la Ville en remplissant le budget prévisionnel du projet dans le portail DAUPHIN <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/subventions-de-la-politique-de-la-ville-101>

Le portail DAUPHIN permet donc de remplir une demande de subvention unique qui sera acheminée, de manière dématérialisée, à chacun des financeurs, partenaires du contrat de ville, sollicités dans le BUDGET PRÉVISIONNEL DU PROJET.

Pour mener à bien votre projet, vous pouvez solliciter les partenaires du contrat de ville concernés par le présent appel à projets : l'Etat, l'ARS, le CTG, la CAF, la CACL, la CCDS, la CCOG et la commune. En remplissant la partie droite du budget prévisionnel du projet (rubrique « 74 - Subvention d'exploitation »), vous allez procéder aux demandes de financement

Concrètement quand vous remplissez le budget de votre projet dans le portail DAUPHIN, si vous sollicitez un financement :

74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	0,00 € HT
Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités	0,00 € 
Conseil-s Régional(aux)	0,00 € 
Conseil-s Départemental (aux)	0,00 € 
Communautés de communes ou d'agglomérations	0,00 € 
Commune(s)	0,00 € 
Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	0,00 € 

Auprès de l'État, cliquez sur l'icône  puis dans la zone de recherche :

1 - tapez le **numéro du département où se trouvent les QPV** concernés par votre projet

2 - dans le menu déroulant sélectionnez « **973 - ETAT-POLITIQUE-VILLE** »

3 - Inscrivez le montant demandé

Votre demande sera acheminée vers le service de l'Etat déconcentré en charge de la Politique de la Ville.

Après de la Collectivité Territoriale de Guyane, cliquez sur l'icône  puis dans la zone de recherche :

1 - tapez le nom de la région où se trouvent les QPV concernés par votre projet

2 - dans le menu déroulant sélectionnez « **GUYANE (CONSEIL REGIONAL)** »

3 - Inscrivez le montant demandé

Après de l'intercommunalité, cliquez sur l'icône  puis dans la zone de recherche :

1 - tapez le numéro du département où se trouvent les QPV concernés par votre projet

2 - dans le menu déroulant sélectionnez « **973 - [NOM DE L'INTERCO]** » (ex 973-CA DU CENTRE LITTORAL)

3 - Inscrivez le montant demandé

Après de la commune, cliquez sur l'icône  puis dans la zone de recherche

1 - tapez le code postal de la commune où se trouvent les QPV concernés par votre projet

2 - dans le menu déroulant sélectionnez « **[nom de la commune] (n° code postal)** » (ex MATOURY (97351))

3 - Inscrivez le montant demandé

La procédure ci-dessus est à reproduire pour les éventuels autres financeurs indiqués ci-après :

973-EDUCATION-NATIONALE (DSDEN)

973-JUSTICE (DTPJJ)

973-SECURITE-PUBLIQUE (DDSP)

973-DROITS-DES-FEMMES

973-INTERIEUR (BOP 104-INTEGRATION))

973-DILCRAH

973-JEUNESSE-VIE-ASSO

973-SPORTS

973-CULTURE

973-SANTE (DT-ARS)

973-TRAVAIL-EMPLOI (UD-DIRECCTE)

973-ENVIRONNEMENT-AMENAGEMENT-LOGT (DDT)

973-POLE-EMPLOI

GUYANE-SANTE (ARS)

GUYANE-TRAVAIL-EMPLOI (DIRECTE)

GUYANE-CULTURE (DRAC)

GUYANE-JEUNESSE-VIE-ASSO

ANNEXE 3 - PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Les pièces suivantes devront obligatoirement être scannées et rattachées à la demande de subvention sur le portail DAUPHIN :

1. Les **statuts régulièrement déclarés**, en un seul exemplaire.
2. La **liste** des personnes chargées de l'administration de l'association régulièrement déclarée (composition du conseil d'administration, du bureau, ...).
3. Un **relevé d'identité bancaire valide au nom de la personne morale du porteur de projet**, portant une adresse correspondant à celle du n° SIRET.
4. Si le présent dossier n'est pas signé par le représentant légal de l'association, **le pouvoir donné par ce dernier au signataire**.
5. Les comptes approuvés du dernier exercice clos (sauf si structure nouvellement créée).
6. Le rapport du commissaire aux comptes pour les associations qui en ont désigné un, notamment celles qui ont reçu annuellement plus de 153 000 euros de dons ou de subventions
7. Le cas échéant, la référence de la publication sur le site internet des JO des documents ci-dessus. En ce cas, il n'est pas nécessaire de les joindre.

8. Le plus récent rapport d'activité approuvé.

Par ailleurs, pour éviter les rejets

LES INFORMATIONS SUIVANTES DOIVENT ÊTRE CORRECTES

1. Adresses mails des interlocuteurs (représentant légal et autres)
2. N° SIRET
3. Adresse postale
4. Les quartiers de réalisation de l'action doivent être clairement mentionnés

Hiérarchie de la localisation = Contrat de ville → Guyane → Ville → Quartiers)

IL FAUT UTILISER DES FORMULATIONS NEUTRES ET DES NOMS COLLECTIFS POUR LES RUBRIQUES

SUIVANTES :

1. Objectifs de l'action
2. Description de l'action

ANNEXE 4 : LEXIQUE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES

ACSE	Agence nationale pour la cohésion sociale et pour l'égalité des chances
ANCT	Agence nationale de la Cohésion des Territoires
ANRU	Agence nationale pour la rénovation urbaine
ARS	Agence Régionale de Santé
ASV	Atelier santé ville
CACL	Communauté d'Agglomération du Centre Littoral de Guyane
CAF	Caisse d'allocations familiales
CGET	Commissariat général à l'égalité des territoires
CLAS	Contrat local d'accompagnement scolaire
DGCOPOP	Direction Générale de la Cohésion et des populations (ex DAC, DJSCS, DIECCTE)
DGTM	Direction Générale des Territoires et de la Mer
DGCAT	Direction Générale Coordination et Animation Territoriale
ERE / PRE	Équipe Réussite Éducative / Programme de Réussite Éducative
FIPD délinquance	Fonds interministériel de prévention de la
FSE	Fonds social européen
GATE	Groupe d'Action Territoriale de l'Emploi
PEL	Programme éducatif local
PRSP	Programme régional de santé publique
QPV	Quartier de la Politique de la Ville
REAAP	Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents
RIB/ RIP/ RICE	Relevé d'identité bancaire / postal / caisse épargne
SIRET*	N° d'identification de l'organisme (à solliciter auprès de l'INSEE)
SPE	Service public de l'emploi
SPCM	Sous-Préfet Chargé de Missions
VVV	Ville Vie Vacances